

Chambre a fait de mon honorable ami le sénateur de Bothwell (M. Mills). J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt la carrière politique de cet honorable sénateur. Il m'a fourni bien des renseignements en maintes occasions, et j'ai été profondément étonné de voir qu'un homme qui, comme lui, a tant fait pour son parti, qui, à temps et à contre temps, n'a jamais hésité d'élever la voix pour la défense des principes qu'il a toujours préconisés depuis son entrée en parlement jusqu'à la présente session, ait été laissé de côté pour choisir de préférence des hommes qui n'ont jamais rien fait pour le parti. Malgré cela, il a la satisfaction de savoir qu'il occupe une meilleure position aujourd'hui dans l'estime du public généralement et des deux partis politiques, que ceux appelés au poste que ses éminentes aptitudes auraient dû lui faire confier, si je m'en rapporte à l'opinion de l'honorable chef de la droite en cette Chambre (sir Oliver Mowat).

Nous avons entendu des dénonciations du tarif jusqu'au point d'en avoir des nausées. Je pourrais remplir de nombreuses pages du compte rendu officiel si je voulais lire les déclarations les plus violentes faites contre le tarif et contre chacun des hommes publics qui défendaient la politique de protection, mais je ne m'imposerai pas cette fatigue, ni ne l'imposerai-je à la Chambre. Cependant, il y a une chose que je puis mentionner maintenant, la voici : Lorsque l'on prend le programme du parti libéral, qu'on le lit et qu'on le compare avec les déclarations faites aujourd'hui par les chefs de ce parti, nous sommes quelque peu surpris qu'une transformation aussi complète ait pu se produire dans un intervalle aussi court. Cette transformation est-elle le résultat des opinions qui ont été exprimées à ces honorables messieurs au cours des entrevues qu'ils ont eues avec les industriels, ou est-elle la conséquence d'une autre cause quelconque qui les a engagés à adopter la ligne de conduite qu'ils suivent aujourd'hui ?

“ Oh, disent-ils, vous avez tellement endetté le pays que nous devons prendre des mesures pour prélever un revenu, et ce n'est seulement qu'au moyen des droits de douane et d'accise que nous pouvons obtenir ce revenu. ” Si ces messieurs étaient conséquents et s'ils voulaient mettre en pratique les vues qu'ils ont exprimées autrefois, lorsqu'ils déclaraient qu'ils étaient des libres-échangistes de l'école anglaise,

ou qu'ils désiraient n'avoir qu'un tarif de revenu seulement, il ne serait pas difficile du tout de prélever par ce moyen le revenu nécessaire. Pourquoi mon honorable ami ne suit-il pas la politique des libres-échangistes d'Angleterre ? Si l'honorable chef de la droite (sir Oliver Mowat) et ses amis professaient honnêtement ces convictions, et faisaient des déclarations sincères avant les dernières élections, pourquoi ne font-ils pas comme M. Reed, le premier ministre de la Nouvelle-Galles-du-Sud, lorsqu'il fut porté au pouvoir dans cette colonie ? M. Reed, de la Nouvelle-Galles-du-Sud, combattait sir George Dibbs, et la question en jeu devant le corps électoral était celle du libre-échange et de la protection. M. Reed était un libre-échangiste. Du temps de l'administration de sir George Dibbs, la Nouvelle-Galles-du-Sud avait un tarif protecteur non seulement contre les pays étrangers, mais aussi contre les autres colonies australiennes. M. Reed se déclara libre-échangiste.

Il professait des principes semblables à ceux qui ont été préconisés pendant les 15 ou 16 dernières années par chacun des chefs du parti libéral du Canada. Aux dernières élections générales, il triompha, comme M. Laurier l'a fait ici. Il réunit le parlement et de suite exécuta ses promesses en abolissant les droits de douane, et en adoptant une politique libre-échangiste pure et simple. Il préleva le revenu public au moyen d'un impôt foncier et d'une taxe sur le revenu, etc. Si les honorables messieurs qui siègent de l'autre côté de cette Chambre sont honnêtes dans leurs professions de foi, pourquoi n'en agissent-ils pas ainsi ? Tout simplement parce qu'ils n'osent pas mettre en pratique, ou même tenter de mettre en pratique, la politique qu'ils ont proclamée lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Quiconque a entendu le discours de l'ancien ministre des Finances, celui-là même qui préside aujourd'hui au ministère du Commerce, prononcé l'autre soir dans la Chambre des Communes, ne peut manquer de conclure que, en changeant de siège d'un côté à l'autre de la Chambre, cela a produit sur l'honorable ministre un effet merveilleux ; merveilleux tout à la fois quant à sa manière de s'exprimer et aux opinions qu'il a exposées. Il déclarait autrefois que tous les industriels, grands et petits, étaient de la canaille ; il les dénonçait comme des voleurs protégés par la loi et des défenseurs